

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Bruni

Prénoms : Massimo

Institution ou entreprise : Centre Georges Pompidou

Axe(s) :

- Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies ?
- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?
- Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?
- Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?
- Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ?
- Numérique : nouveaux usages, nouvelles interrogations

Intitulé de votre contribution : Numérique et transition culturelle

Résumé de votre contribution :

Numérique : Quelles voies pour le développement d'un marché du numérique correspondant à nos valeurs ? (coordination des acteurs privés, formation et enseignement, etc.) Les autres sujets : Des références littéraires et des podcasts abordant les objectifs évoqués dans les différents documents afin d'ouvrir des perspectives pour de nouvelles réflexions (enseignement, culture, gestion de service, etc.).

Le document commencera par des propositions concernant le numérique. Ce chapitre était initialement à la fin, car il paraissait incohérent d'évoquer des préconisations plutôt pratiques sans avoir d'abord introduit la philosophie qui devait les porter. Cependant, mon parcours professionnel donnera plus de poids à mon avis sur ce sujet que sur les autres, même si, aujourd'hui, la question se pose de savoir s'il ne faudrait pas « valoriser moins systématiquement le diplôme, [et] rendre davantage visibles les compétences que nous considérons comme essentielles, dans les recrutements mais aussi dans l'évaluation du travail. »

J'ai donc mis ce qui a, pour l'instant, la plus grande valeur intersubjective en haut, et la suite après.

La seconde partie abordera donc des thématiques plus variées, plus philosophiques, mais tout aussi nécessaires. Car un projet de transition d'un mode de vie vers un autre, ciblé, se prévoit. Et la méthode pour y parvenir ne peut exister d'elle-même. Elle naît du besoin d'atteindre un objectif et de la volonté d'en maîtriser la voie. Elle doit s'imprégner d'une culture, d'un art de faire, pour servir la nouvelle entreprise. La méthode doit veiller à ce que les résultats soient démontrables et tracera chaque acte passé pour le prouver ou l'améliorer. En formalisant ainsi le chemin suivi, elle participera à la formalisation d'une histoire des objectifs et des pratiques et complètera ainsi la culture qui l'a vu naître. Une méthode doit être orientée par une philosophie qu'elle vise à formaliser : ici, on fait comme ça, et on peut expliquer pourquoi.

POLITIQUE NUMÉRIQUE ET INFORMATIQUE

- 1. Introduction**
- 2. L'autonomie, un objectif européen**
- 3. La sensibilisation, levier
d'émergence du marché**
- 4. Orientation additionnelle**
- 5. Conclusion**

1. INTRODUCTION

Parmi les problématiques mises en valeurs par la crise sanitaire, celles relatives à l'informatique peuvent être abordées selon deux axes : les inégalités d'accès aux services d'information pour les citoyens et la nature même des services, leur origine.

En effet, l'essor du *Big Data* a marqué la monétisation des données. Traitées intelligemment par des algorithmes, elles ont permis l'éclosion en masse de nouveaux services dit d'information. Théoriquement, la contextualisation de ces informations pourraient même produire, au-delà du profit pécunier, de la connaissance (cf. [le modèle DIKW](#)).

Hélas pour l'Europe, le marché économique a rapidement été dominé par les Etats-Unis et ses GAFAM, aujourd'hui rattrapés par les chinois, favorisés par le protectionnisme d'un territoire où les droits de l'homme ne risquent pas de se transposer dans le cyber espace. La gestion d'information sur un réseau est à l'image de ceux qui l'exploitent. Il peut être faussement social, ultra-libéral et risque même d'être totalitaire.

Plusieurs problèmes se posent alors : Comment garantir l'autonomie du système d'information français lorsque celui-ci repose sur des tiers étrangers ? Comment, sinon, proposer une offre de service correspondant à nos valeurs, mais pouvant concurrencer des géants dont le pouvoir d'investissement sur une ligne de production dépasse les possibles à l'échelle nationale ? Enfin, comment protéger les citoyens des systèmes d'information qui les dépossèderaient de leurs données et mettraient en péril leur liberté d'agir ou de penser ?

Nous commencerons par aborder des pistes de réflexions pour établir une autonomie numérique, en réévaluant son échelle. Puis, une fois l'offre définie, nous aborderons les leviers de créations de la demande, qui nécessiteront des mesures plus sociales que commerciales, et donc d'autant plus capitales pour un régime libéral.

2. L'AUTONOMIE, UN OBJECTIF EUROPÉEN.

Face à la menace de totalitarisme numérique par des acteurs privés, plusieurs issues peuvent être imaginées :

Un professeur de Master de droit européen à un colloque auquel j'avais pris part ([ALYDE, Janvier 2020](#)) recommandait le démantèlement des géants privés au nom du droit à la concurrence, comme pour la [Standard Oil](#) ou pour [Microsoft](#). Mais si on s'attaque aux groupes américains, le monde redoute l'essor des chinois « qui seraient alors pires » .

On entend aussi souvent parler de souverainisme numérique. Le gouvernement français a d'ailleurs plusieurs fois tenté de porter des dynamiques françaises, par exemple de stockage *cloud* (infonyagique) via *Orange Business Service* ou plus tard *CloudWatt*. Les deux initiatives n'ont pas pris. Peut-être que était-ce trop tôt et/ou peut-être à l'échelle d'un trop petit marché.

Pour Gérard Berry, dans son excellent cours au Collège de France "[Où va l'informatique ?](#)", nous sommes condamnés dans certains domaines. En effet, ne serait-ce que pour la fabrication de *microchips*, les processeurs sur lesquels repose tout objet numérique, les entreprises chinoises, déjà leaders du marché, investissent plus de 30 milliards de dollars en R&D pour maintenir leur avance. Même [à l'échelle de l'Etat français](#), **d'un point de vue économique, on ne peut pas imaginer développer une concurrence à cours termes**. Cela reviendrait à investir l'ensemble des recettes fiscales issues de l'impôt sur les sociétés, seulement pour faire des recherches sur les *microchips*.

Cependant, on apprend aussi dans ce cours que les leaders du design sont européens. Seulement, l'Europe ne fabrique plus. Le souverainisme numérique, celui qui rêve d'imposer l'informatique de la Nation, dépend d'un marché initial trop réduit pour peser dans la balance mondiale, **le marché de l'information doit être fédéraliste et européen**.

Il faut **encourager et orienter les partenariats entre entreprises européennes**. Imaginons que la France développe un moteur de recherche (technologie capitale dans une économie de la connaissance), et que l'Allemagne ait une entreprise qui développe un navigateur web. Associons-les pour obtenir un concurrent d'un seul produit Google, Google Chrome, à savoir un navigateur avec un moteur de recherche par défaut. Les fonctions de l'un complètent les fonctions de l'autre et élargissent son marché. L'Etat pourrait donc seulement, dans un premier temps, favoriser certaines mises en relation.

Car l'Europe ne verra pas naître un acteur majeur, multi-services (géolocalisation, moteur de recherche, plateforme de *streaming*, stockage *cloud*, etc.), à l'instar des actuelles GAFAM, d'un coup. Ceux qui disposent des rares places déjà disponibles peuvent investir suffisamment pour éviter la naissance d'un concurrent direct, qui aurait une offre identique. Et puis, un tel objectif, si gros, si tôt, risquerait de masquer la réalité des enjeux courts-termes.

L'Europe doit préciser sa stratégie numérique sur le long terme, pour offrir à ses acteurs économiques des opportunités. Et peut-être verra-t-elle alors l'essor de consortium d'entreprises européennes en coordonnant les spécialistes dont elle dispose déjà sur des secteurs précis. Leur association pourrait, à terme, permettre la production de produits répondant à l'ensemble des besoins du quotidien.

Prenons l'exemple du monde professionnel, de la bureautique, de cette suite d'outils qui permet à chaque employé de bureau d'assurer ses activités au quotidien. Aujourd'hui, Microsoft et Google proposent un ensemble de services qui forment « l'environnement numérique de travail » du travailleur de bureau lambda. Une seule plateforme lui permet de faire ses e-mails, de stocker et partager ses documents, de chatter, de tenir ses réunions, de préparer et faire ses présentations, etc. Je ne connais pas d'offres Européennes qui fassent aussi bien ça, ou alors elles ne m'ont pas encore été recommandées (mais je n'ai peut-être pas les bonnes fréquentations). Si cette offre n'existe pas, on pourrait juste orienter quelques acteurs privés pour qu'ils la créent, petit à petit (tant qu'ils s'engagent à conserver leur siège en Europe). L'idée c'est d'étendre ça à différentes offres de services qui vont bien ensemble : les claviers pour mobiles et les moteurs de recherche (Qwant l'a fait), les moteurs de recherches et les navigateurs, les boites mails et la bureautique cloud, le stockage *cloud* et le DaaS (*Desktop as a Service*), etc.

Il faudrait établir une première liste de ces dernières, sur la base du marché actuel, pour encourager des fournisseurs de services spécifiques à se regrouper, et peut-être qu'à terme, ces amas de « petits services » formeront un géant. En clair, il faut préciser notre besoin.

A court terme : Lister les acteurs européens et favoriser les mises en relations.

La DINUM pourrait développer un pôle de veille européenne chargé, dans un premier temps, de lister les acteurs européens du secteur et les services qu'ils développent : ceux qui proposent du stockage, les startups de la sécurité informatique, les moteurs de recherche, les navigateurs, etc.

On pourrait ensuite consulter la liste des entreprises du domaine où la CDC (la Caisse des Dépôts et Consignations) est au conseil d'administration. Ainsi, la DINUM pourra proposer ses idées de regroupement et faciliter les échanges entre partenaires européens.

A moyen terme : Etablir un marquage CE-N.

A moyen terme, il faudrait inciter les administrations à utiliser ces services. Parce qu'on peut leur recommander fortement par un label type CE-N (« N » pour numérique). Ce label reviendrait à étendre [l'Europrivacy](#), développant une certification Rgpd, en y intégrant la sécurité de l'information, au sens large, type ISO 27001, et qui favoriserait, pourquoi pas, les logiciels disposant d'API pour rapatrier les données (non personnelles) sur les plate-forme *open-data* des Etats. On peut aussi accompagner les entreprises CE-N à intégrer le catalogue de l'UGAP (plateforme d'achat public), en France, ainsi que dans ses équivalents européens.

A long terme : Définir un statut « d'entreprise européenne ».

A très long terme, l'objectif serait de voir émerger un statut spécifique d'entreprise européenne pour ce type de mise en commun. Parce que ça donnerait corps à l'Europe. Il ne faudrait pas que ça complexifie les démarches administratives pour les entreprises, ni que ça lèse les employés actuels, et c'est ce qui rendrait ce travail si long. Mais, en ayant des entreprises officiellement européennes, seulement (et plus Françaises ou Allemandes ou Italiennes...), nous calmerions certaines velléités nationales à quitter l'Europe. Je ne suis pas pour l'écrasement de toutes les cultures par une seule (voir le chapitre « [l'Europe !](#) »), mais une économie - et ses implications réglementaires - ne peut qu'être commune puisque support d'échange (comme une langue, elle de l'argent).

3. LA SENSIBILISATION, LEVIER D'ÉMERGENCE DU MARCHÉ.

« La sécurité informatique, c'est 80% de sensibilisation »¹, tout simplement parce que la confidentialité d'une information repose sur les personnes qui la connaissent. Quel que soit le système d'information, il finit toujours par reposer sur les personnes, et c'est pourquoi la sécurité du secteur s'appuie sur des pratiques organisationnelles comme techniques.

État des lieux : offre et demande.

L'U.E a déjà commencé à paver la route de l'offre : Le Rgpd réglemente l'usage des données personnelles, et on n'expose plus quelqu'un qui ne le souhaite pas. Pour toutes les autres données, l'UE favorise plutôt les accès dit universels : tout le monde devrait pouvoir s'en servir. C'est l'*open data* qui nous a permis de voir naître [CityMapper](#), [Trainline.com](#) ou encore [Yuka](#). Mais pour pouvoir exploiter de tels lacs de données, il nous faut des algorithmes intelligents. Et là, l'UE ne pourrait que nous conseiller de développer [des algorithmes qui soient éthiques et robustes](#). L'Europe nous susurre donc en somme : dans le numérique, si vous voulez consommer éthique, consommez local. Le Rgpd est la face réglementaire de ce projet. Il formalise ce marché européen.

Mais, si le citoyen dispose de nouveaux droits, il ne sait pas encore vraiment s'en servir, ni même pourquoi il devrait le faire. Connaissez-vous beaucoup de gens qui paramètrent leurs cookies ? Ou même qui comprennent ce que c'est ? Pourquoi est-ce là ? Pourquoi est-ce qu'on me cache une partie du site web ?

Maintenant que l'UE réglemente l'offre, il faudrait voir se développer une demande qui a des attentes éthiques. Il faudrait que les gens commencent à se demander quels sont les risques de ne pas utiliser des produits conformes ? Pour ça, on peut regarder [The great hack sur Netflix](#), documentaire sur *Cambridge Analytica*, ou bien *HumancentiPad*, l'épisode de *SouthPark* où Apple dispose du corps des personnes qui acceptent ses conditions d'utilisation sans les lire. Mais il faudrait surtout multiplier les démarches de sensibilisation.

¹ Une collègue qui a suivi plusieurs formations de l'ANSSI, dont celle pour les RSSI

Prioriser les injonctions à la conformité.

Une mise en conformité est toujours un processus très long. D'abord parce qu'il faut définir un référentiel clair et applicable. Puis il faut auditer, pour établir du reste à faire pour atteindre la conformité. Ensuite, il faut mettre en application le plan d'action issu de l'audit et enfin, être en mesure de contrôler que les nouvelles pratiques sont bien effectives.

Il faut donc prioriser la mise en conformité des services publics pour concentrer l'effort à fournir, qui est énorme, sur les services les plus critiques. On pourrait commencer par ceux dont les données à caractère personnel gérées sont les plus sensibles, car le Rgpd nous l'impose. Si on veut pouvoir traiter un jour des données de santé, il faut pouvoir s'assurer que ces dernières sont protégées de toute perte ou de toute fuite possible. Il faut des entreprises européennes qui soient en mesure de produire des systèmes capables de répondre à nos exigences de sécurité pour assurer que les données médicales restent confidentielles et disponibles lorsqu'on en a besoin.

C'est en communiquant sur la nécessité qu'à l'Etat de se conformer à ces normes, d'injecter du budget dans la fiabilisation de son système d'information, tant pour l'émergence d'un marché économique local que pour la sécurité des personnes, que le citoyen prendra conscience de l'importance de l'enjeu. Ce n'est qu'alors que la question rejoindra le grand débat public, d'abord sous la forme d'une ligne budgétaire à justifier, puis sous la forme d'un enjeu de sécurité des personnes. Le citoyen apprendra alors ce qu'il peut attendre d'un service labellisé CE-N, puisqu'il aura porté suffisamment d'attention, et de deniers, à ce sujet. On mesure le poids d'un intérêt, d'un point de vue économique, au montant et à l'effort investis.

A court terme : former le service public.

On peut supposer qu'en formant en priorité le service public à ces enjeux, il le diffusera à ses usagers. On peut aussi se dire que les employés d'une entreprise sont des citoyens qu'il faut sensibiliser et que, si la donnée à caractère personnel est un attribut de la personne physique (Rgpd), il faut former l'individu pour qu'il la préserve autant que son être (comme le corps par le sport et l'esprit par la culture, l'éducation ou les loisirs). Ces formations devraient être agrégées par l'Etat et imposées à ses propres administrations pour créer d'office une demande (publique), en accord avec la stratégie numérique européenne.

Les responsables des administrations, présidents, présidentes, directeurs ou directrices, doivent recevoir, sur demande de l'Etat, des formations de sécurité informatique, certes adaptées à leur activité spécifique, mais qui assurent qu'ils comprennent les enjeux, techniques comme légaux.

La sécurité de l'information comme objectif étatique

La [PSSIE](#) (Politique de sécurité des systèmes d'information de l'Etat) est un excellent document et demander son application aux administrations était nécessaire. Mais c'est un document long et dense, et le discours employé est souvent technique.

« EXP-CI-DNS : service de noms de domaine – DNS technique. Dans le cas du déploiement d'un serveur de noms de domaines pour les besoins techniques internes au centre informatique, on utilisera les extensions sécurisées DNSSEC. » PSSIE

Il ne peut pas être appréhendé en l'état par un non informaticien, et la charge de mise en conformité revient alors souvent aux directions informatiques ou aux RSSI (Responsable de la sécurité des systèmes d'informations). Or, le document porte des exigences transverses à une administration telles que :

« Chaque entité est placée sous la responsabilité d'une autorité qualifiée en sécurité des systèmes d'informations (appelée AQSSI). Cette autorité a notamment pour mission de désigner, sur son périmètre de compétence, les autorités d'homologation de sécurité des SI. L'autorité qualifiée est assistée par un ou plusieurs responsables de la sécurité d'un système d'information (RSSI). » PSSIE

Les équipes techniques, souvent en charge l'intégration pour mise en application du document, se retrouvent donc à devoir justifier de la nécessité de la sécurité informatique (pourquoi avoir trois domaines distincts et deux antivirus alors que ça coûte le double ?) quand ce sujet devrait être un enjeu de gouvernance. La mise en œuvre de la PSSIE dépend donc, en pratique, plus souvent d'une communication managériale type *bottom-up*, quand elle devrait être *top-down*, si le sujet était un objectif étatique.

Le gouvernement devrait donc s'assurer que la mesure du sujet est bien prise en compte par ses cadres dirigeants. Si le service public doit un jour certifier la sécurité de ses informations, il devrait veiller à ce que l'ensemble de ses agents, en bas, comme en haut, y sont sensibilisés. L'un des facteurs clés de succès de la mise en œuvre d'un nouveau processus (e.g [le processus de gestion de la sécurité en phase de conception de service - ITIL V3](#)) est « le soutien du *management senior* ». Dans des institutions pyramidales, ce dernier s'obtient en assurant l'adhésion et l'implication de la gouvernance, qui doit, pour ce faire, être formée au domaine pour pouvoir le comprendre.

A moyen et long termes : former la population

Si on veut pouvoir éditer une norme CE-N, la sécurité informatique doit être un secteur de pointe. On doit avoir des experts et des architectes de systèmes d'informations locaux.

Par exemple, on peut d'abord imaginer intégrer à tous les enseignements informatiques une formation avancée à la sécurité, car celle-ci s'évalue sur toutes les couches d'un système, du logiciel (e.g le développeur doit considérer les risques d'injection SQL), au matériel (e.g les serveurs physiques ne doivent être accessibles qu'à quelques personnes habilitées). Chaque intervenant dans la conception, puis l'exploitation, d'un système d'informations doit être sensibilisé aux risques que son périmètre d'activité peut faire porter au projet global : quelles sont les failles dans mon système de stockage ? celles dans mon système de traitement ? celles du réseau ? Etc.

On peut aussi, dès à présent, intégrer aux formations grand public des astuces pour se protéger sur les réseaux sociaux. Après tout, le meilleur moyen de lutter contre le *big data* n'est pas d'éviter de l'utiliser, mais de le remplir de fausses informations : On peut avoir un compte Facebook, tant qu'on ne s'y dévoile pas vraiment. Puis, plus on insère de faux dans une base de données, plus on truque les résultats des algorithmes prédictifs qui s'appuient dessus.

Mais il faudrait aller plus loin et poursuivre les dynamiques déjà engagées pour accorder l'enseignement avec les techniques du monde d'aujourd'hui. Les modèles scientifiques ne sont plus composés que d'ondes, d'énergies ou de matière, ils sont composés d'informations, de messages entropiques aux issues probabilistes. Le domaine qui en traite, l'informatique, devrait être appréhendé très tôt. Pas en vue d'apprendre à se servir de l'existant, mais en vue de comprendre comme cet existant fonctionne pour pouvoir le questionner et l'altérer. C'est ainsi qu'on fait des *makers*.

Ceci peut être réalisé très tôt, dès l'école primaire, avec des activités « débranchées », i.e sans ordinateur, qui permettent d'aborder les fondements de l'algorithmie.

On pourrait même imaginer enseigner la représentation binaire des nombres dès les multiplications et les additions acquises. Car le binaire n'est finalement qu'une représentation de tous les nombres par l'utilisation de sommes et de multiplications par deux, de deux. La forme change, l'information est la même. Un tel enseignement favorise d'ailleurs la plasticité du cerveau qui devient en mesure de s'offrir plusieurs représentations d'une même notion.

4. ORIENTATION ADDITIONNELLE, COUVERTURE NUMÉRIQUE DU TERRITOIRE.

La crise sanitaire a mis en avant nombre d'inégalités, notamment concernant la couverture du territoire en réseau informatique. Ce chapitre explore quelques pistes, somme-toute assez classiques, pour tenter de combler les lézardes de notre réseau.

Implanter des villages numériques sur le territoire en faisant bénéficier de défiscalisation, d'aides, d'avantages d'achat ou de location aux acteurs privés. Faire des appels à projets pour des villages-entreprise, à l'image de [Saltaire](#) à l'époque Victorienne, ou bien seulement comme le Google Plex à Mountain View. Ceci viserait à encourager certaines entreprises européennes de la *tech* à dynamiser l'économie des régions en y implantant, par exemple, leur *data center* (les projets devrait évidemment coïncider avec les nouveaux « modes de vie » en question dans les documents proposés - écoresponsabilité, développement durable, etc.). On pourrait ensuite prioriser l'implantation d'un réseau fibre sur les territoires où un accord se concrétise, accord qui pourrait servir à financer en partie les travaux nécessaires. Il faudrait étudier plus précisément le marché potentiel.

En tout cas, le financement de ces projets pourrait aussi, selon moi, bénéficier de coupes dans les financements de la 5G, mais c'est parce que je suis un adepte d'Aurélien Barrau. Le nouveau réseau n'est pas, présentement, nécessaire. Il le sera sûrement dans les *Smart Cities*, qui font encore débat, quand les voitures se conduiront seules. Mais ce sont les utopies d'avant, et, le temps que ces dernières soient légalement autorisées sur le territoire européen - décision qu'on peut maîtriser - on pourra peut-être reprendre l'implantation de la 5G de manière plus intelligente. **L'urgence c'est la donnée**, son accès par tous, également, et elle passe déjà très bien en 4G.

5. CONCLUSION

Selon Naomi Klein, il est aberrant de projeter le développement des utopies technologiques d'avant pour se relever de la crise. Dans [son excellent article pour *The guardian*](#), elle décrit comment Google tente d'investir le système public américain, profitant de la crise pour étouffer les scandales qui la précédait et s'offrir des airs de philanthrope. Mais cela ne revient qu'à huiler les rouages du système existant, sans se demander ce qui doit changer, sans s'étonner de ce qu'il a participé à apporter : une crise sanitaire. Puisqu'on veut que l'Europe reste un marché à conquérir, qu'elle ne se laisse pas envahir, puisqu'on veut réduire la menace qui pèse sur les individus et leur société, il faut prendre le temps d'établir le projet du numérique européen.

La sécurité de l'information est un processus de conception (ITIL V3), ses enjeux sont proactifs et reposent sur des prévisions pour mitigations. La dynamique américaine est, elle, un effort de maintien du système en place. C'est un spasme, un sursaut opérationnel, une réaction reflexe régurgitant d'énormes financements privés pour développer encore et toujours un modèle déviant, qui s'enorgueillit d'un progrès déraisonné puisque progrès pour progrès, sans remise en question de sa direction.

L'Europe doit renforcer le sentiment d'appartenance de ses états membres, qui risque d'avoir été ébranlé par la crise et le manque de collaboration qu'elle a dévoilé. Or, l'émergence d'acteurs numériques, au niveau mondial, ne peut être envisagé à court-terme par la seule initiative d'une nation dont les budgets peineraient à rivaliser avec la concurrence privée étrangère.

Si nombres de mesures actuelles du continent tentent de baliser la voie de l'offre, la demande peine à décoller par manque d'éducation au sens large. L'informatique a toujours été considérée, en France, comme un domaine technique dont les experts se chargeront, or il soutient et contraint aujourd'hui tout citoyen. Chaque individu devrait être en mesure d'évaluer les risques qu'il prend en utilisant une plateforme, et cette sensibilisation nécessaire, cette demande complémentaire à l'offre, pourrait passer par la définition de labels. Ils traduiraient le projet numérique européen en démarches de conformité imposées aux administrations, dans un premier temps, et permettrait à la sécurité de l'information de devenir un enjeu de société. Le sujet intégrerait le débat public.

Il ne faut plus simplement louer le progrès et apprendre à s'en servir, il faut considérer les risques qu'il induit. Cela créera peut-être des élans de cyber-minimalisme qui laisseront le temps à l'Europe de développer une offre qui réponde à la demande spécifique de son marché en gestation.

“Technology is most certainly a key part of how we must protect public health in the coming months and years. The question is: will that technology be subject to the disciplines of democracy and public oversight, or will it be rolled out in state-of-exception frenzy, without asking critical questions that will shape our lives for decades to come? Questions such as these, for instance: if we are indeed seeing how critical digital connectivity is in times of crisis, should these networks, and our data, really be in the hands of private players such as Google, Amazon and Apple? If public funds are paying for so much of it, should the public also own and control it? If the internet is essential for so much in our lives, as it clearly is, should it be treated as a nonprofit public utility?”

Naomi Klein

PHILOSOPHIE ET TRANSITION CULTURELLE

- 1. Introduction**
- 2. Objectifs stratégiques**
- 3. A l'échelle individuelle**
- 4. A l'échelle nationale**
- 5. L'Europe !**
- 6. Risques pressentis / Leviers de financement**
- 7. Conclusion**

1. Introduction

[Les documents proposés par France stratégie](#) mettent en lumière l'évolution nécessaire du « mode de vie » occidental. Nous parlerons plutôt ici de « culture ». Le « mode de vie » étant, au niveau individuel, l'équivalent de *l'habitus* Bourdieusien, à savoir le processus d'intériorisation-extériorisation d'une structure culturelle pour en produire des pratiques, une façon propre de réagir à une situation particulière, empreinte de l'influence culturelle de l'individu.

Une situation sociale est un composé de nature et de culture. Si l'on peut apprendre à connaître la première, la seconde est une création purement humaine. C'est donc sur elle, que notre pouvoir d'agir est le plus grand.

Par ailleurs, la « culture » a un sens à toutes les échelles d'une société. Elle peut être abordée au niveau individuel, celui de la personne physique et de son histoire propre ; elle peut aussi être abordée au niveau national, celui de l'Etat en tant que personne morale. La Nation a son histoire, et sa culture définit sa manière de réagir aux situations, en démontre les différences de gestion de la crise sanitaire par les différents pays.

La première partie s'attachera à préciser les objectifs stratégiques extraits des supports documentaires. Ce sont ces objectifs qui doivent orienter toute mesure d'un plan de relance. Et, puisque toute transition culturelle doit être pensée aux différents niveaux d'une société, les chapitres suivant s'attacheront à chacun : quelles directions possibles à l'échelle nationales ? Et à l'échelle européenne ? Pourquoi a-t-on besoin de l'Europe, et comment éviter que de tels dysfonctionnements se reproduisent ?

2. Objectifs stratégiques

Le présent chapitre vaut pour synthèse des documents proposés par [France Stratégie](#). C'est une liste de paraphrases et de citations qui permettent de garder en tête les objectifs à poursuivre après la crise, illustrés à chaque fois par une ou plusieurs pistes. Les chapitres qui suivent disposeront d'une référence aux objectifs qu'ils supportent.

[OS-BIO] Intégrer le respect de la biodiversité et du climat à nos enjeux de production pour éviter les situations telles que les « goulots d'étranglement génétiques », i.e la réduction massive de la diversité au sein d'une espèce qui favorise la propagation d'un virus.

- Changer nos modes de consommation et de production, notamment pour les produits carnés.
- Faire entrer l'éthique terrienne, plus largement naturelle, dans le débat public.

[OS-OTO] S'assurer que l'autonomie est possible en cas de crise, et si non, identifier quels sont les facteurs limitants, puis mitiger leurs risques.

- Possibilité de maintenir un collectif à distance et un dialogue social dématérialisé.
- Rendre les services publics résilients.

[OS-SOC] En finir avec la priorisation des enjeux économiques notamment quand ces derniers vont à l'encontre de la protection de la vie des personnes.

- Comment articuler la relance économique aux objectifs de réduction des inégalités, et comment maintenir cette tendance sur le long terme.
- Être capable de remettre en question un système que certaines franges de la population trouvent dysfonctionnel.

[OS-ECO] Réguler le marché, ou compenser ses dérégulations, en fonction de l'utilité sociale perçue d'un bien ou d'un service.

- Définir les services dont le caractère intangible de la valeur produite justifie qu'ils soient placés en dehors des lois du marché.

- Réaffirmer la nécessité d'un financement pérenne de la recherche sur des domaines qu'on sait déterminants pour l'avenir même si non solvables à courts-termes.
- Réviser les grilles de classification des conventions collectives pour fonder les rémunérations non plus sur les diplômes mais sur l'utilité sociale des métiers et les compétences sous-jacentes.
- Les politiques industrielles et les politiques d'innovation doivent-elle être renforcées et peuvent-elle être davantage orientées vers les besoins fondamentaux de la société (santé, environnement, souveraineté stratégique, etc.) ? Faut-il pour cela davantage soutenir l'innovation par la demande publique plutôt que par des subventions généralisées ? Cela peut-il être mieux coordonné à l'échelle communautaire ?

[OS-EURO] Résoudre les problèmes de collaboration rencontrés entre les nations, au moins au niveau Européen.

- Redéfinir ou réaffirmer le rôle de l'Union Européenne pour qu'elle participe à la coordination de l'entraide entre Etats membres en temps de crise ou non.

[OS-ANT] Mieux comprendre le monde anthropocène pour avoir une meilleure gestion des risques, une gestions des risques qui pourraient ne pas reposer que sur les indicateurs chiffrés du moment.

- *« Le système-Terre dans son ensemble, [est] composé de réalités qui relèvent du social, du biologique et du physique, sans qu'on puisse les appréhender dans des catégories extérieures les unes aux autres. »*
- Encourager les collaborations techniques entre disciplines différentes pour aborder les questions dans leur ensemble.
- *« l'articulation entre les formes de mobilisation de connaissances en temps de crise et leur consolidation en temps « normal » ; l'élargissement des savoirs scientifiques utilisés par l'action publique, notamment à ceux qui pourront revêtir une dimension stratégique pour l'avenir ; l'animation d'un dialogue sciences-société qui facilite, dans la durée, l'appropriation démocratique des controverses sociotechniques. »*

3. A l'échelle individuelle

[OS-OTO] [OS-BIO] [OS-ANT] [OS-SOC] [OS-EURO]

Une transition culturelle implique nécessairement à ceux qui l'incarnent concrètement de changer. Si on peut se fixer des objectifs, il faut s'en donner les moyens. Ce chapitre évoque donc quelques pistes, tirées de mon expérience personnelle de la crise pour tenter d'imaginer les perspectives de l'après-crise.

Donner à tous les individus les moyens de satisfaire leurs propres besoins primaires.

Il faut réapprendre à cuisiner, en en prenant le temps. Parce que les produits transformés par l'industrie sont mauvais pour la santé et parce que se faire livrer systématiquement n'est pas écologique. Enfin, tout bêtement parce qu'un individu lambda devrait être en mesure d'assurer ses propres besoins primaires, selon Maslow, si on souhaite qu'il puisse être autonome.

- Intégrer la cuisine à l'éducation. Ca se fait déjà dans des écoles Montessori, mais s'il devient nécessaire que tous sachent faire, alors cette discipline devrait intégrer le domaine public. L'enseignement pourrait être multiculturel et il ne faudrait pas se restreindre à la seule cuisine française. Surtout que, si on veut des plats végétariens variés, faciles à faire et complets, il peut être plus malin de piocher dans d'autres gastronomies.
- Mettre en place des cours de jardinage dans les mairies et à l'école, pour apprendre à faire pousser des légumes dans des environnements urbains.

Développer la conscience écologique et plus largement éthique. Le marché des produits semblent doucement se soumettre à une demande de plus en plus éthique (le développement des labels bio, le nombre de [baskets veja](#) dans la rue, etc.), et on peut espérer une issue similaire pour les services, comme évoqué dans [le chapitre sur le numérique](#).

- A nouveau, l'enseignement, peut-être via la nouvelle forme d'éducation civique évoquée dans les documents de référence, celle censée porter les enjeux de respect de l'environnement, pourrait intégrer l'enseignement des différents labels ou des indicateurs d'origine contrôlée. Il y a fort à parier qu'un enseignement suffisamment ludique poussera les enfants à montrer à leurs parents ce qu'ils ont appris quand ils iront au supermarché.

Favoriser les transports en commun ou les transports individuels verts.

Ca va se faire petit à petit, mais il faut encourager les municipalités des agglomérations à disposer d'infrastructures dédiées. Il est tout de même révoltant de penser que l'urbanisation de nos villes a été pensée par *General Motors* pour promouvoir l'essor de leur industrie, et que les seuls parkings surveillés qui existent sont pour les autos.

Proposer des présentations régulières des enjeux globaux par des experts.

Le service public dispose de plusieurs chaînes télé et radio. Il devrait en profiter pour régulièrement sensibiliser aux enjeux globaux, en faisant intervenir la figure de l'expert dans une émission, type annonce présidentielle, qui vulgarisera son discours : « si on continue de consommer de la viande comme ça, on sera très probablement mort en 2050. Tenez, voilà une liste de liens pour apprendre des recettes végétariennes préparées par le chef de l'Élysée. Pas le Président, l'autre toqué ». Ceci nécessite d'établir un diagnostic partagé, appuyé sur une grande diversité de disciplines, non financé par les lobbies de l'actuelle industrie agro-alimentaire, ancré dans le vécu des citoyens, démocratiquement délibéré et appropriable par tous.

Enseigner la pensée critique et le naturalisme (au delà de l'humanisme)

La société occidentale et son modèle actuellement problématique s'est fondée sur la pensée des Lumières. Cette pensée humaniste a extrait l'homme de son environnement alors que la philosophie contemporaine l'y remet. Le cogito de Descartes met l'individu au centre du monde, « je pense donc je suis », le primat de la perception de Merleau-Ponty le replace dans son contexte, « il y a ». Il est capital que la société entière prenne conscience de cette translation. L'humanisme est une grande pensée dont l'intérêt historique est indéniable : il n'y aurait pas de primat de la perception sans cogito. Mais pour nos enjeux actuels, il serait préférable de diffuser une philosophie naturaliste qui ne fragmente pas. Et si on souhaite que le citoyen de demain soit en mesure de remettre en question un confort acquis, il doit développer un esprit critique vis-à-vis de son mode de vie et de celui de ses pairs. C'est la philosophie même de HD. Thoreau, de « la désobéissance civile » à « Walden ». Il faut enseigner à la jeunesse une pensée qui respecte le monde qui l'entoure, une pensée culturellement diverse (ne pas se concentrer uniquement sur la France ou l'Europe mais s'ouvrir à l'Asie et à l'Amérique qui ont beaucoup apporté au naturalisme), capable de critiquer le système en place (e.g Michel Foucault). Dans un monde qui s'accélère (Hartmut Rosa, Résonance), il est capital d'ouvrir le citoyen de demain à la pensée d'aujourd'hui, même si elle est peut-être déjà d'hier.

Encourager le cyber-minimalisme

Il faut profiter du temps de développer une offre Européenne (qui soit en accord avec nos enjeux de société) pour sensibiliser aux risques du numérique. En effet, le développement de l'informatique fut trop fulgurant dans la sphère public pour s'accompagner d'une sensibilisation adaptée aux dangers induits. Peu de consommateurs considèrent leur données personnelles comme des attributs de leur personne physique (Rgpd) et les plateformes privées non Européennes en profitent pour capter ces dernières et orienter les opinions en fonction de leurs accords contractuels (*Cambridge Analytica*). Les initiations à l'informatique doivent absolument mettre l'accent sur les risques induits par le traitement des informations, et l'enseignement doit porter la discipline au même niveau que les autres sciences.

- Mettre en valeurs des personnalités publiques qui refusent ces nouveaux média de masses pour n'utiliser que des solutions européennes plus respectueuses de la vie privée. Cela évitera aussi que nos populations soient constamment soumises à ces nouveaux supports de publicité, toujours plus intrusifs et toujours plus intimes. L'offre européenne se développe. Il faut qu'elle continue et il faut qu'elle soit mise en lumière pour être vue.
- Mettre en place un programme d'apprentissage de l'informatique dès l'école primaire pour initier à sa théorie fondamentale. Ceci permettra d'aborder plus facilement sa pratique dans les cours de technologie.

Engager un plan de réduction des violences ménagères.

Je ne sais pas comment. Je sais seulement qu'il n'est pas soutenable d'imaginer qu'on ne puisse avoir un lieu privé où on se sentirait en sécurité. Rapprochez-vous des mouvements anti-féminicide qui manifestaient avant la crise sanitaire, ou bien des associations d'aide aux sans-abris, je suis sûr qu'ils auront pleins d'idées. Ce sera l'objet du prochain chapitre.

3. A l'échelle nationale

Chercher l'innovation dans les résistances.

[OS-ANT] [OS-ECO] [OS-BIO] [OS-SOC]

Comme l'évoque Patrick Boucheron dans ses cours au Collège de France ([Fictions politiques, premier volet](#)), le rôle de l'Etat est de guetter, depuis sa hauteur, des dangers qui menacent le peuple pour l'en prémunir. « *La politique est l'objet des rapprochements et des éloignements. Elle est affaire d'optique et de point de vue.* »

Or, la crise du Covid-19, comme les réalisations qu'elle induit, pourrait laisser à certaines associations ou organisations un arrière-goût de « je vous avais prévenus ». En effet, *Extinction Rebellion* se mobilise depuis plusieurs années pour que l'urgence climatique devienne un enjeu collectif, et les militants de l'agriculture biologique existent depuis au moins aussi longtemps que l'industrie agro-alimentaire. Quant aux régimes végétariens, on en connaît depuis les premières philosophies naturalistes (même Léonard de Vinci était végétarien). Mais les valeurs promues par ces courants semblaient alors moins prioritaires que la croissance économique, ou l'effort à fournir pour changer nos pratiques était alors trop grand.

L'un des enjeux qui apparaît à l'issue de cette crise revient à identifier les facteurs de mise en valeurs des micro-résistances au système, celles qui s'opposent à l'établi, car ce n'est que dans ces marges que peut naître la disruption qui est si chère à l'innovation, quel qu'en soit le domaine.

Quand on aborde l'enjeu de faire évoluer notre culture pour intégrer ce que nos outils statistiques sont incapables de capter, la référence peut être les « Arts de faire » de Michel De Certeau.

Ce livre est issue d'une étude libre, sur les problème de culture et de société, que confia l'Etat français à Michel de Certeau en 1974. A une période où le gouvernement avait besoin de renouer avec le peuple, avec une jeunesse honteuse de la situation produite par les générations passées (donc toujours déjà actuel), l'Etat demanda à ce philosophe, théologien, historien et prêtre jésuite, de proposer des orientations. Il réunit une équipe d'étudiants pour l'assister dans une étude qu'ils montent de toute pièce et qui aboutira à ce texte.

Comment le consommateur crée-t-il au sein d'un système qui voudrait en maîtriser les usages ? Quelles sont les modalités d'expression de l'individu qui dépassent le cadre supposément imposé par la société ?

Pour étudier les pratiques qui échappent au système, le groupe d'étudiants menés par M. De Certeau s'est basé sur les récits de « gens ordinaires », que ce soit ceux des personnages de grands auteurs, ou ceux de contemporains de l'équipe, appartenant généralement à des associations ou des entités dont l'existence naît d'une résistance au système. Ces récits furent alors abordés en réponse à la sociologie de Bourdieu, à la psychanalyse Freud, à la philosophie de Foucault ou de Wittgenstein. L'étude pourrait donc être considérée comme une mise en réponse des pratiques du langage ou de l'espace, à des systèmes, des modèles de représentations, qui voudraient les maîtriser, au moins au sens de les connaître, savoir et pouvoir s'impliquant mutuellement.

Par nature, la disruption ou l'innovation ne se trouve pas dans la pensée commune, dans la statistique relevée par le système. Elle se terre dans ce qui semble échapper à ce dernier. Les perspectives d'évolution d'un système s'expriment donc dans ce qui lui résiste. Trop souvent le pouvoir en place a tendance à considérer l'opposition comme un frein, alors qu'à l'instar des analyses multi-domaines, l'opposition offre un nouveau point de vue. D'ailleurs, plusieurs des mesures à l'étude dans vos documents apparaissaient déjà dans les programmes de partis non élus, donc dans les opinions alors minoritaires : l'universalisation des aides sociales, l'urgence climatique, l'imposition des plus haut salaires, etc.

Lorsqu'un enjeu social, ou écologique, disons non économique, est abordé par un parti, on devrait y porter une attention toute particulière. L'économie est l'oeuvre de calculs et la validité d'une théorie se vérifie par la méthode appropriée, alors que les sujets propres à la nature, qu'elle soit humaine ou environnementale, sont condamnés à une part de mystère auquel est censé répondre l'intuition et le travail de certains.

Toute question sociale qui apparaît dans le débat publique devrait être inscrite dans une forme de registre pour qu'on puisse en suivre le traitement. La réponse apportée ne devrait jamais, seulement, être « un manque de réalisme économique ».

Lorsqu'un mouvement émerge pour promouvoir la protection de la vie, on devrait lui offrir de l'intérêt et favoriser sa diffusion pour voir si elle se partage. S'il y avait plus de reportages sur *Extinction Rebellion* ou *GreenPeace*, pas sur leurs méthodes d'actions qui feront inévitablement débat (est-ce qu'il est judicieux de se cacher dans une centrale nucléaire ? Pas sûr. Est-ce qu'il faut lutter contre les baleiniers ? Évidemment). Il faut considérer avec beaucoup d'attention les raisons d'être de ces mouvements de résistance, que ce soit le sujet qu'ils défendent comme de la nécessité de créer une association (peut-être parce qu'aucun organisme officiel ne s'empare de la cause). On pourrait avoir un retour plus éclairé de l'opinion publique quant à l'importance de la cause défendue.

« l'enquête statistique ne « trouve » que de l'homogène. Elle reproduit le système auquel elle appartient. » M. de Certeau

Si vous voulez découvrir ce qui échappent sciemment ou non au système pour étudier la validité de ses remises en question, il vous faut infiltrer ses marges. Pas dans le but de les contrôler, au contraire, dans l'optique d'étudier leur discours pour ouvrir l'esprit à la pensée qui n'est pas déjà celle de la masse que les chiffres rendent inerte. C'est dans les micro-résistances au systèmes que se cachent ses axes d'amélioration potentiels.

Pour illustrer cette idée, et à l'instar de la méthode suivie par M. de Certeau, je vous propose un peu de littérature contemporaine : Dans le dernier roman de science fiction d'Alain Damasio, pour voir si la société civile a de l'avance sur les recherches de l'Etat, l'armée décide d'infiltrer les groupes en résistances avec le système : les anars', les zadistes, les instituts de recherches, etc.

Favoriser les approches pluridisciplinaires pour réduire les biais.

[OS-ANT] [OS-ECO] [OS-BIO] [OS-SOC]

L'UE a publié, fin 2018, [un premier guide de meilleures pratiques pour le développement d'intelligences artificielles dignes de confiance](#). C'est un document brillant à la lecture duquel la question se pose de savoir dans quelle mesure une intelligence collective est-elle artificielle, puisqu'artefac de l'être humain ?

En effet, parmi les critères nécessaires au développement d'une telle intelligence, on retrouve les quelques exigences suivantes :

- La nécessité d'ambitions éthiques, et pas seulement commerciales.
- La nécessité de servir et de protéger l'intégrité morale et physique des êtres humains
- Le développement de telles intelligences doit s'effectuer pour le bien commun comme individuel, pour le développement d'une société juste, inclusive et pacifique.
- Eviter les polarisation idéologiques en assurant la représentation de tous les points de vue dans les processus de décision
 - Diversité des équipes (genre, âge, culture, choix de vie, profession, etc.)
- Éviter d'influencer les décisions des pairs par la contrainte ou la menace.

On retrouve peu ou prou l'une des préconisation que vous identifiez pour comprendre le monde anthropocène : la pluralité des points de vues devrait fournir une meilleure appréhension d'un objet de pensée complexe.

C'est un principe déjà présent dans certaines institutions à travers l'histoire. Le Collège de France a justement la particularités de diversifier les approches par domaines sur un même sujet. Ce qui est probablement un de ses facteur d'unicité en France. Le *Bayt al-Hikma* (« Maison de la Sagesse ») de l'empire musulman du moyen-âge avait lui pour ambition le référencement et la traduction de toutes les connaissances des peuples conquis ou avec lesquels l'empire échangeait. Ainsi, la philosophie islamique ne devait pas être qu'une philosophie des musulmans, mais aussi celle d'autres religions, comme les chrétiens et les juifs.

Ce type d'institutions incarne la richesse du savoir par sa diversité et devrait servir de modèle pour le développement d'intelligences collectives éthiques. C'est ce principe qui doit orienter l'évolution de l'enseignement et des cultures : l'enseignement des sciences doit toujours être positionné dans un contexte historique, philosophique et économique. En densifiant le contexte d'une pensée on comprend mieux les facteurs de son émergence.

→ Créer des antennes non parisiennes du Collège de France. Avoir « des collèges républicains » (référence au « collège royal ») dans d'autres villes, qui proposeraient un enseignement et une recherche interdisciplinaire, gratuite, et de haut niveau.

La culture et l'enseignement sont des domaines qui ne peuvent s'enrichir que par l'ouverture et c'est cette posture qui doit être à l'œuvre dans toute mesure.

Exemple de mise en pratique :

Développer l'open data dans le monde de la recherche, non seulement scientifique, mais aussi sociale, philosophique, psychologique, pour favoriser les croisements et les mises en commun d'intelligence.

Cela nécessite la formation des domaines non techniques à la gestion d'information, afin qu'ils puissent préciser leurs exigences fonctionnelles spécifiques.

Proposer ensuite des listes type d'API communes aux institutions européennes afin d'uniformiser l'accès à leurs informations.

Formaliser la gestion des risques et de la continuité.

[OS-OTO]

D'un point de vue organisationnel, la gestion des risques constitue un sous-processus du processus de gestion de la sécurité qu'assure un fournisseur en phase de conception d'un service ([ITIL V3](#)). Ce dernier va généralement de paire avec les processus de gestion de la disponibilité, de la capacité et de la continuité.

Quel que soit le processus, la mise en oeuvre d'exercice et de tests est une nécessité pour établir de la fiabilité des mesures prises (c'est une exigence des Plan de Continuité d'Activité). Or, à ma connaissance, seuls [les Etats-Unis s'étaient exercés à une pandémie](#) et avaient ainsi pu identifier certaines de leurs faiblesses en cas de crise.

De plus, la gestion de la sécurité, en entreprise, s'incarne généralement par des comités où toutes les *business units* sont représentées et qui rapportent directement à la gouvernance, pour s'assurer qu'elle puisse toujours piloter de manière éclairée.

S'ils ne le sont pas déjà, de tels comités devraient régulièrement être tenus au sein des gouvernements : L'objet serait que chaque ministère fasse part des difficultés qu'il identifie vis-à-vis de la sécurité de son activité et qu'on expose les politiques pressenties pour l'avenir, afin qu'elles soient confrontées aux différentes perspectives.

Ces comités pourraient édicter une liste de risques de bases que les assurances devraient couvrir en fonction de la situation sanitaire, sociale, économique, etc; au niveau national, européen ou mondial. Cette liste pourrait, dans un premier temps au moins, ne pas être réglementaire, mais seulement diffusée publiquement. Elle permettrait déjà au chef d'entreprise de confronter son assureur lorsqu'il étudie un contrat pour se couvrir contre la perte de chiffres d'affaires.

5. L'Europe !

[OS-OTO] [OS-BIO] [OS-ECO]

La France ne peut plus faire face seule à certains enjeux dans un monde globalisé. En tout cas, pas tant que des superpuissances feront passer leurs ambitions propres avant celles de la Terre (que ce soit l'*America First*, l'opacité chinoise ou les campagnes de désinformation russes). La crise doit être perçue comme une opportunité pour rappeler les fondements l'Union Européenne.

En effet, lorsqu'on aborde des problématiques de portée mondiale, telles que l'écologie, le simple niveau national est insuffisant. Ces mesures n'ont réellement de sens que si elles sont appliquées à l'échelle des continents. Si la France s'engageait à ne plus émettre de dioxyde de carbone, la planète en serait certainement flattée mais sûrement peu impactée.

Une part du peuple en a déjà conscience, en démontre les résultats des Verts aux dernières élections européennes : lorsqu'on vote au niveau national, on pense à nos impôts, lorsqu'on vote au niveau européen on pense à la planète.

L'Europe est incontournable lorsqu'on traite un sujet dont l'ampleur est mondial ou lorsque les besoins de financement dépassent le réalisme à l'échelle d'une nation (voir [Politique numérique et informatique](#)). Elle doit être réaffirmée comme une source de richesse culturelle mais aussi comme association nécessaire à l'influence des Etats membres sur un marché économique globalisé. Et si l'Europe n'a passuffisamment joué son rôle de liant, il faut le reconnaître, mais comprendre et présenter les causes des frictions pour s'attacher à les résoudre conjointement.

Formaliser un bilan de crise au niveau Européen.

Il est important que tout le monde au sein de l'Union, gouvernements comme habitants, comprenne que si un Etat souffre trop profondément des effets d'une crise, toute l'Union sera responsable de l'aider à se relever : toute la zone doit maîtriser le déficit induit et assurer une relance de son économie à l'issue de la crise. C'est donc ensemble qu'il faut faire état des forces et faiblesses des différentes localités pour établir comment elles pourront, à l'avenir, se compléter.

Mettre en commun les bilans de gestion de crise des différents Etats-membres, puis partager la connaissance des succès, comme des échecs et de leurs causes identifiées.

→ Etablir des programmes de transferts de connaissance entre les Etats les plus doués dans des domaines identifiés (production textile, application des mesures par la population, etc.) et ceux qui ont le moins réussis. Des référentiels de bonnes pratiques européennes, qui feront peut-être un jour réglementation, en matière de gestion de crise pourrait être édités. Ils serviraient de support à une gestion centralisée des crises mondiales au niveau de l'Europe pour assurer la coordination des Etats.

Assurer l'autonomie des nations européenne par la fédération d'activité des Etats membres pour que les forces des uns complètent les carences des autres.

→ La résilience des services d'importance vitale doit être assuré par le gouvernement d'une Nation. Or, l'Europe peut permettre la mise en place de dispositif de secours par l'externalisation de la production de certains services ou produits dans des pôles de compétences délocalisés. Le tiers ne sera évidemment de confiance que si l'Europe apprend à devenir réellement solidaire.

→ La mise en place de plans de continuité d'activité des Etats peut être facilitée par des accords européens, en répartissant les responsabilités au sein des Etats.

- Peut-être sous la forme de contrat d'assurance : on paye régulièrement pour assurer la mise à disposition d'un service en cas de besoin.
- Afin de disposer de circuits de production/distribution de biens ou d'énergie résilients, étudier l'opportunité économique, écologique et démocratique de se fournir auprès d'autres Etats en temps normal, pour favoriser le commerce au sein du continent, et préserver les infrastructures souveraines, testées régulièrement, pour assurer notre service en cas de crise.

Développer la continentalité Européenne.

Comme ses nations, l'Europe s'incarne par des citoyens. Il faut renforcer le sentiment européen au delà du concours de l'eurovision et de la monnaie commune. Il faut qu'à l'instar de la nationalité, la continentalité puisse devenir une fierté.

Avant de se matérialiser en papier légaux, type passeport ou carte d'identité, le sentiment d'appartenance s'acquiert, à nouveau, par la densification et la diffusion d'une culture. Et, cette culture repose avant tout sur le langage (« Les identités meurtrières », Amin Maalouf). Et parce que l'Union Européenne n'est qu'une création artificielle pour répondre à des besoins de mondialisation, elle ne doit pas supplanter l'ensemble des cultures qui s'accordent à lui donner corps. Elle doit simplement favoriser l'échange pour que les unes se complètent des autres. Et, si l'uniformisation que nous appellerions Europe prenait, elle ne serait pas une uniformisation par réduction mais par augmentation. On n'essaierait pas de diffuser l'espéranto qui tendrait à écraser les fondations des cultures existantes, mais on s'assurerait que tous les collèges d'Europe aient une « section européenne », où les élèves apprennent plusieurs langues de l'Union. Ce qui, au-delà de favoriser l'échange économique de demain, accroît la plasticité du cerveau des têtes blondes ou brunes. Peut-être serait-il même judicieux de commencer par apprendre le roumain, pour faciliter l'apprentissage des différentes langues qu'on y retrouve. Mais je pense que ce serait trop progressiste pour un électorat conservateur...

Il est à noter que, si un jour une économie de la connaissance devait prendre forme, la notion de connaissance globale ne pourrait croître que par ce type d'échanges : le partage des points de vue et la multiplicité des perspectives, comme évoqué dans les chapitres précédents. On agrémente une culture par une autre, plutôt que de tenter d'en imposer une nouvelle. Mais je ne vais pas refaire l'histoire de l'Occident... Rapports aux colonies... N'hésitez pas à enseigner ce genre de perspectives en cours d'histoire, si ce n'est pas déjà le cas.

Renforcer la réglementation liée à la production et à la distribution de produits de consommation éco-responsable.

- Augmenter les charges appliquées à tous les circuits de production et de distribution qui ne respectent pas le vivant : les espaces d'élevage en batterie, les supermarchés qui en vendent, etc.
- Aider les entreprises qui pivotent vers des modes de production/distribution éco-responsable jusqu'à ce qu'elles atteignent une nouvelle stabilité.
- Comme le disent les « associations écolo » : « le meilleur déchet est celui qu'on ne produit pas ». Le recyclage induit nécessairement dispersion d'énergie. Il faut développer la pratique du vrac en continuant d'interdire les contenants jetables. A terme, je dois aller au Mac Do avec mon tupperware. Sinon, je dois payer un supplément pour qu'ils m'en vendent un qui respecte les normes CE.
- Mettre en place des lignes de transports écologiques (type ferroutage) qui assureraient une réduction des charges aux entreprises qui les mettent en place.
- Développer les labels et sensibiliser régulièrement les gens à ces derniers. Il faut qu'ils soient intégrés aux cursus d'éducation européenne, car dans une économie mondialisée, il est important de savoir reconnaître ce qu'on consomme.
- Doubler toutes les poubelles publiques, recyclage et autres-déchets, pour que les déchets d'emballage, dorénavant recyclables, des ventes alimentaires à emporter puissent être directement triés.

Développer des accords avec les pays émergents.

La problématique de créer des liens avec des puissants, en tout cas avec les puissants actuels, c'est qu'ils n'intègrent ces alliances que pour les faire dévier dans leur direction. S'il ne parviennent pas à faire plier une Organisation Internationale, ils appliqueront tout de même leurs mesures. L'Europe devrait essayer de créer de nouvelles alliances avec des pays émergents, pour les aider à se développer et permettre de varier les canaux d'import/export dans la poursuite du bien commun, et dans l'optique d'une résilience diplomatique des circuits d'import-export (on ne doit pas dépendre d'un seul pays pour la fourniture d'un bien commun).

- Multiplier les coopérations avec les régimes émergents, et « unir le petit bassin méditerranéen autour d'objectifs communs » (Programme des insoumis aux dernières présidentielles).
- Donner à ces nouvelles alliances une importance médiatique aussi importante que pour les anciennes.

6. Risque pressentis / Leviers de financement

[OS-BIO] [OS-ECO]

On veut que les gens consomment moins de viandes et les restaurants carnivores risquent de rester fermés pendant quelques temps. L'urgence écologique est attestée, mais les publicités pour les voyages *low cost* en avion continuent de pulluler dans le métro.

Certains marchés sont condamnés à moyen terme si une prise de conscience s'opère. L'Etat doit se préparer à faire face à la remise en activité des citoyens qui seront directement touchés et qui refuseront certainement de comprendre les raisons de leur condamnation.

Cette remise en activité doit s'intégrer à une planification de l'essor des marchés que l'on souhaite dorénavant promouvoir : Le biologique et le développement durable pour l'agriculture, la souveraineté numérique à l'échelle européenne dans les domaines de l'informatique, la relocalisation des circuits de production ; la protection de l'environnement ; etc.

Il existe dans les pensées encore marginales, et souvent progressistes, mille manières de réduire les coûts et de générer du bénéfice si l'on accepte de s'opposer aux conservateurs du vieux monde pour les convaincre qu'une alternative est possible.

La légalisation des drogues.

Commençons par le cannabis. La France est l'un des plus gros marchés, et [les bénéfices potentiels sont immenses](#). A l'inverse d'un alcoolique, le fumeur devient plus doux, il oublie ses automatismes et [ses connexions synaptiques ne sont qu'inhibées au lieu d'être détruites](#). Et puis cela permettrait le développement de nouveaux flux d'import-export avec l'Espagne ou le Portugal, ou bien ça officialiserait des canaux existants mais actuellement illégaux. Les *go fast* respecteraient peut-être même les limites de vitesse...

Et puis, actuellement, la médecine s'intéresse grandement à l'usage des psychotropes et il serait bon d'être précurseur. Simplement parce que ces substances permettent d'offrir à un individu cette multiplicité des perspectives tant évoquée dans les chapitres précédents. C'est d'ailleurs pour ça que beaucoup dans la Silicon Valley pratiquent le [micro-dosing](#).

Et puis, une interdiction stricte n'incarne qu'un refus de gestion. On ne maîtrise pas finement quand on interdit, on s'empêche juste de voir et de contrôler les réseaux de production et de distribution qui persistent.

Proposer des aides pour l'exploration de médecines alternatives prometteuses.

Depuis quelques années, les médecines alternatives qui font leur preuve proposent des pratiques en harmonie avec le vivant, ne nécessitant pas de production de biens technologiques complexes, au grand dam de l'industrie de la santé. C'est l'exemple du [jeûne](#) ou [du dépistage du cancer par des chiens](#). Ces deux exemples, s'ils peuvent faire sourire la médecine traditionnelle incarnent ce que les techniques devraient toujours tendre à faire : utiliser les fonctions déjà présentes dans la nature pour répondre à un besoin, au lieu d'inventer des technologies censées le faire. Il faut s'engager dans les sciences de la vie.

Encore une fois, les marges sont pleines de ressources mais le bruit lié à l'expression des masses, celui des organismes qui les contrôlent et refusent de les libérer, noient l'infinité des perspectives dans la pérennité d'un seul système néfaste.

6. Conclusion

Le monde de demain ne doit pas être celui tourné vers l'humain, il doit être celui tourné vers la vie, honorant sa diversité comme richesse. C'est dans ce principe que naît la nécessité des approches interdisciplinaires pour la compréhension du monde anthropocène. La multiplicité des perspectives offre à un sujet d'étude la densification de son contexte nécessaire pour transformer les données en informations, les informations en connaissances, et les connaissances en sagesse.

Si nous sommes en guerre, il ne faut plus l'être contre un facteur externe qui menacerait notre existence, il faut l'être face au système qui lui a donné naissance. Ce n'est pas la nature l'ennemie, c'est notre culture. C'est elle qu'il faut réviser, tant au niveau des institutions qui la gouvernent qu'au niveau des citoyens qui l'incarnent. Ce n'est qu'en explicitant la direction à prendre pour que chacun puisse la comprendre et la partager qu'un changement sera possible. Et les démarches à engager aujourd'hui doivent veiller à assurer la pérennité d'une éthique au gré des gouvernements qui inévitablement se suivront. Le problème est donc peut-être juste le suivant : Comment définir une éthique commune pour orienter les choix des individus qui font les nations, et décident de les unir ou non ?

**« WE CAN'T
RETURN TO
NORMAL, BECAUSE
THE NORMAL
THAT WE HAD WAS
PRECISELY THE
PROBLEM »**

Extinction rebellion